



RCS : NANTES

Code greffe : 4401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2006 B 02808

Numéro SIREN : 413 101 957

Nom ou dénomination : FINANCIERE DE L'OMBREE

Ce dépôt a été enregistré le 20/08/2015 sous le numéro de dépôt 9596

FINANCIERE DE L'OMBREE

Société par actions simplifiée au capital de 2.000.000 euros
Siège Social : Château de la Fresnay (49123) LE FRESNE SUR LOIRE
R.C.S NANTES 413 101 957

ASSEMBLEE GENERALE

DU 29 JUIN 2015

Déposé au Greffe
le 20 AOUT 2015
sous le N° 9596
RCS N° 06 152808

PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mil quinze,

Le vingt-neuf juin,

A quatorze heures,

Les associés de la société "FINANCIERE DE L'OMBREE", Société par actions simplifiée au capital de 2.000.000 d'euros, divisé en 125.000 actions de 16 euros chacune, se sont réunis en assemblée générale, au siège social.

Il a été établi une feuille de présence émargée par les membres de l'assemblée, lors de leur entrée en séance.

Monsieur Marc PASQUIER préside la séance en sa qualité de membre du Directoire.

Les sociétés "FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL" et "DELOITTE ET ASSOCIES", co-commissaires aux comptes de la société régulièrement convoquées par lettres recommandées avec accusé de réception en date du 12 juin 2015, sont absentes, excusées.

Les membres du comité d'entreprise, spécialement désignés à cet effet, n'assistent pas à cette réunion.

Les associés présents ou représentés possèdent ensemble 125.000 actions ayant droit de vote.

L'assemblée étant ainsi en mesure de délibérer valablement est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur le Président dépose devant l'assemblée et met à la disposition de ses membres :

- la feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés absents et représentés,
- la liste des associés,
- la liste des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance,
- la copie des convocations adressées aux commissaires aux comptes par envois recommandés avec demande d'avis de réception et les récépissés,
- la copie de la convocation adressée au comité d'entreprise par envoi recommandé avec demande d'avis de réception et les récépissés,
- le rapport de gestion du Directoire,
- le rapport du Directoire sur les comptes consolidés établis au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et sur la gestion du groupe,
- le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice écoulé, ainsi que les comptes consolidés établis au titre dudit exercice,
- les observations du Conseil de Surveillance sur les rapports présentés par le Directoire et les comptes annuels,
- les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice et sur les comptes consolidés,
- le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L 227-10 et suivants du Code de Commerce,
- le texte du projet des résolutions proposées au vote de l'assemblée,
- la notice relative au candidat à un poste de membre du conseil de surveillance.

Monsieur le Président déclare qu'à compter de la convocation, tous les documents ci-dessus ont été tenus à la disposition des associés au lieu du siège social.

Qu'ainsi les associés ont pu librement exercer leur droit de communication et d'information dans les conditions prévues par la loi.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur le Président rappelle que l'assemblée générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Directoire sur l'exercice clos le 31 décembre 2014,
- Rapport du Directoire sur les comptes consolidés établis au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et sur la gestion du groupe,
- Observations du conseil de surveillance sur les rapports présentés par le Directoire et les comptes annuels,
- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et sur les comptes consolidés,
- Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L 227-10 et suivants du Code de Commerce,
- Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014,
- Examen des comptes consolidés établis au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014,
- Quitus aux membres du Directoire et aux membres du Conseil de surveillance,
- Examen et approbation desdites conventions visées aux articles L 227-10 et suivants du Code de Commerce,
- Affectation du résultat,
- Fixation des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de surveillance,
- Renouvellement du mandat d'un cocommissaire aux comptes titulaire,
- Renouvellement du mandat d'un cocommissaire aux comptes suppléant,
- Nomination d'un nouveau membre au Conseil de surveillance,
- Principe d'une augmentation de capital réservée aux salariés.
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Lecture est donnée des rapports du Directoire, des observations formulées par le Conseil de Surveillance et des rapports des commissaires aux comptes.

Enfin, le Président déclare la discussion ouverte.

Après échange de vues, sans débat, entre les associés et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président met aux voix les résolutions figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale,

après avoir entendu lecture :

- du rapport du Directoire sur l'activité et la situation de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2014,
- des observations formulées par le Conseil de Surveillance,
- du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels,

approuve les comptes et le bilan dudit exercice, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Elle approuve en outre le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts, qui correspondent aux amortissements et loyers non déductibles de véhicules de tourisme à hauteur de 25.512 €, et l'impôt supporté en raison de ces dépenses et charges, qui s'élève à 8.503,15 €.

En conséquence, elle donne aux membres du Directoire et aux membres du Conseil de surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

après avoir entendu lecture :

- du rapport du Directoire sur les comptes consolidés établis au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et sur la gestion du groupe,
- des observations formulées par le Conseil de Surveillance,
- du rapport des commissaires aux comptes,

prend acte que les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ainsi que le rapport des commissaires aux comptes sur lesdits comptes consolidés, le rapport du Directoire sur la gestion du groupe et les observations formulées par le Conseil de Surveillance lui ont été régulièrement présentés.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions de l'article L 227-10 du Code de Commerce, approuve les conventions qui s'y trouvent visées.

L'assemblée générale prend acte également de ce que les conventions portant sur des opérations ordinaires et conclues à des conditions normales ont été portées à la connaissance des commissaires aux comptes.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

sur proposition du Directoire, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice dont elle constate l'existence et qui s'élève à 4.394.440,07 Euros, de la manière suivante :

- | | |
|---|----------------|
| - à la distribution de dividendes au profit des associés, | |
| à concurrence de | 300.000,00 € |
| - le solde, soit la somme de | 4.094.440,07 € |
| étant viré au poste comptable « autres réserves ». | |

Le dividende revenant à chaque action est ainsi fixé à 2,40 €.

Les dividendes seront mis en paiement à compter de ce jour.

La société retiendra 15,5 % des dividendes bruts versés aux associés personnes physiques, aux fins de règlement des prélèvements sociaux, ainsi que le cas échéant 21 % des dividendes bruts versés auxdits associés, aux fins de règlement du prélèvement obligatoire à la source à titre d'acompte de l'impôt sur le revenu.

Sur le plan fiscal, les dividendes sont éligibles à la réfaction de 40 % mentionnée au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts.

L'assemblée reconnaît en outre qu'il lui a été rappelé qu'au titre :

- de l'exercice clos le 31 décembre 2011, les dividendes distribués et éligibles à la réfaction de 40 % mentionnée au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts se sont élevés à 400.000 €,
- de l'exercice clos le 31 décembre 2012, les dividendes distribués et éligibles à la réfaction de 40 % mentionnée au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts se sont élevés à 400.000 €,
- de l'exercice clos le 31 décembre 2013, les dividendes distribués et éligibles à la réfaction de 40 % mentionnée au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts se sont élevés à 400.000 €.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

décide de fixer à la somme maximale de CENT DIX MILLE EUROS (110.000 €) le montant global des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

décide de renouveler le mandat de cocommissaire aux compte titulaire de la société FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL, dont le siège social est à ANGERS (49100) 4, rue Fernand Forest – B.P 825,

pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

La société FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL a accepté le renouvellement de son mandat après avoir confirmé qu'elle satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercer.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

décide de renouveler le mandat de cocommissaire aux compte suppléant de Monsieur Sébastien VIALATTE, domicilié à ANGERS (49100) 4, rue Fernand Forest – B.P 825,

pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Monsieur Sébastien VIALATTE a accepté le renouvellement de son mandat après avoir confirmé qu'il satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercer.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

en application de l'article 18 des statuts,

décide de nommer en qualité de membre du Conseil de surveillance de la société, sans limitation de durée :

- Monsieur Jean-Tristan VERNA, demeurant 4 bis Avenue de Maintenon – 78150 LE CHESNAY.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Monsieur Jean-Tristan VERNA a déclaré accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et remplir toutes les conditions requises pour les exercer.

NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, ainsi que du rapport du commissaire aux comptes relatif à la suppression du droit préférentiel de souscription, et statuant conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article L.225-129-6, issues de l'article 29 de la loi n°2001-152 du 19 février 2001, et des articles L. 225-138 du Code de commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail, décide de procéder à une augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires réservées, directement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement d'entreprise, aux adhérents à un plan d'épargne tel que prévu aux articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail qui serait ouvert aux salariés de

la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce.

CETTE RESOLUTION EST REJETEE A L'UNANIMITE.

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

CLÔTURE

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès verbal qui, après lecture, a été signé par Président et par les associés présents.

Certifié conforme

